



109, rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06

Association SEPR - Société d'Enseignement Professionnel du Rhône

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association SEPR - Société d'Enseignement Professionnel du Rhône

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 46, rue du Professeur Rochaix, 69003 Lyon Lyon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association SEPR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SEPR - Société d'Enseignement Professionnel du Rhône relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

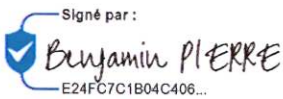
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Lyon, le 10 juin 2025

Signé par :

E24FC7C1B04C406...

Benjamin PIERRE

Associé

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 13/05/25

Devise d'édition €

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 021 047	1 021 047	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	304 808		304 808	304 808
Constructions	5 364 576	2 760 734	2 603 841	2 800 637
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 389 031	10 621 127	2 767 904	2 542 695
Immobilisations corporelles en cours				40 536
Autres	12 925 478	10 741 946	2 183 532	1 846 872
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	12 898		12 898	12 898
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	11 026 020		11 026 020	8 437 147
TOTAL I	44 043 858	25 144 855	18 899 003	15 985 593
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 954 477	994 839	5 959 638	8 884 000
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 401 042		1 401 042	1 593 153
Valeurs mobilières de placement	22 740		22 740	22 740
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 356 797		4 356 797	5 934 058
Charges constatées d'avance	892 167		892 167	863 791
TOTAL II	13 627 224	994 839	12 632 385	17 297 743
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	57 671 082	26 139 694	31 531 388	33 283 335

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	8 038 525	7 633 292
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(1 597 284)	405 233
Situation nette (sous total)	6 441 241	8 038 525
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 790 382	5 898 651
Provisions réglementées		
TOTAL I	12 231 623	13 937 176
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 973 054	4 214 620
TOTAL II	3 973 054	4 214 620
PROVISIONS		
Provisions pour risques et charges	297 568	346 941
Provisions retraites	752 597	950 441
TOTAL III	1 050 165	1 297 382
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 058 857	2 550 623
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 662 424	3 984 229
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 674 986	2 798 101
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 221 036	1 566 218
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 659 243	2 934 986
TOTAL IV	14 276 546	13 834 157
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	31 531 388	33 283 335

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	200	1 370
Ventes de biens et services	28 886 823	33 126 489
Ventes de biens	82 888	39 981
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	28 803 934	33 086 509
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	4 081 646	6 814 002
Concours publics et subventions d'exploitation	4 057 536	6 804 002
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	24 110	10 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 156 599	1 880 566
Utilisations des fonds dédiés	241 566	316 395
Autres produits	119 298	107 138
TOTAL I	35 486 130	42 245 961
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	20 537 797	22 099 557
Aides financières	1 565 723	
Impôts, taxes et versements assimilés	999 457	837 424
Salaires et traitements	9 438 076	12 352 351
Charges sociales	4 270 617	5 441 829
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 696 719	3 089 678
Dotations aux provisions	84 000	128 135
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	644 780	957 248
TOTAL II	40 237 170	44 906 222
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(4 751 039)	(2 660 261)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	2 102 873	1 954 123
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	69 384	21 984
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 172 256	1 976 107
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	24 861	27 046
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	24 861	27 046
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	2 147 395	1 949 061

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(2 603 644)	(711 200)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 023 976	912 381
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		220 500
TOTAL V	1 023 976	1 132 881
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 023 976	1 132 881
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	17 615	16 448
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	38 682 362	45 354 949
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	40 279 646	44 949 716
EXCEDENT OU DEFICIT	(1 597 284)	405 233
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	1 836	999
Bénévolat		
TOTAL	1 836	999
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(1 836)	(999)
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	(1 836)	(999)

	ANNEXE	Page 3
Association SEPR		Arrêté au 31.12.24

I – Présentation de la SEPR

En 1864, François-Barthélémy Arlès Dufour, entrepreneur lyonnais crée la SEPR dont l'objectif est de former les hommes et les femmes à l'utilisation des machines et outils, mais également de proposer une source d'émancipation pour l'individu et d'excellence pour l'entreprise, concourant au développement économique et à la promotion sociale.

Reconnue d'utilité publique depuis 1878, la SEPR est une association Loi 1901 qui regroupe aujourd'hui 5 modalités de formation : ses CFA de Lyon et Annonay, le Lycée des Métiers d'Art et de l'Image, l'Institut des Métiers et une offre de cursus en Formation Continue.

Outre un réseau de partenaires répartis sur le territoire Auvergne-Rhône-Alpes et ses partenaires internationaux, la SEPR est membre du Campus Professionnel Lyon/Auvergne-Rhône-Alpes composé de 5 organismes de formation qui comptent environ 4 800 apprenants.

Les principales sources de financements sont :

- La facturation des coûts contrats d'apprentissage aux OPCO et aux entreprises
- Diverses subventions
- Le mécénat

En 2024, plus de 4 000 apprenants ont été accueillis par la SEPR qui travaille également en collaboration avec autant d'entreprises partenaires.

Les propositions de parcours de formation s'articulent autour de 6 pôles d'excellence :

- Les métiers techniques et de l'Informatique : automobile, moto, cycles, topographie, électricité, informatique et électronique
- Les métiers du Tertiaire et de la Vente Spécialisée : commerce, vente-conseil, fleuristerie, facteur
- Les métiers de la Beauté et du Social : coiffure, esthétique, préparateur en pharmacie, prothèse dentaire, opticien, métiers du social
- Les métiers d'Art et de la Création : bijouterie, ébénisterie, mode/design et arts appliqués, métiers rares
- Les métiers de bouche et de la restauration : boulangerie, pâtisserie, charcuterie-traiteur, cuisine, boucherie, service en restaurant
- Les métiers de la Communication Visuelle et de la Chaîne Graphique : communication visuelle, photographie, enseigne, signalétique, imprimerie, sérigraphie.

II – Faits marquants de l'exercice

Provision risques généraux :

Il est comptabilisé dans le bilan des provisions pour risques d'un montant global de 230 068 € afin de couvrir les charges éventuelles liées aux litiges en cours.

- Compte tenu de la dénonciation de l'accord d'entreprise et de l'application du droit du travail puis de la convention collective de l'enseignement privé indépendant en juin 2017, certains salariés ont assigné la SEPR en reconnaissance d'avantages individuels acquis relatifs au nombre de congés payés antérieurement octroyés et perdus depuis juillet 2016. Nous avons annulé la provision concernant les salariés d'Annonay fin 2022 suite au jugement du tribunal des prud'hommes rendu fin 2018 et confirmé en 2022.
Concernant le site de Lyon, le tribunal a également débouté les salariés en 2023. Quelques salariés ont décidé de faire un recours et nous avons conservé une provision de 19 k€.
- Nous avons eu un contrôle de la DREETS portant sur les modalités de décompte de la durée du travail. La DREETS indique que la SEPR n'a pas de moyens suffisants pour contrôler les horaires et envisage de prononcer une sanction. Une provision de 72 k€ a été constatée.

	ANNEXE	Page 4
Association SEPR		Arrêté au 31.12.24

Contributions volontaires en nature :

Le Président de la SEPR, Monsieur DROZ, a fait parvenir des demandes de remboursement au titre des frais de déplacement qu'il a engagé dans le cadre de son mandat au cours de l'année 2024 pour un montant de 1 836,13 €.

Monsieur DROZ a souhaité renoncer au remboursement de ces frais et faire don à la SEPR de cette somme.

Le montant a été constaté en prestation en nature.

III - Règles et méthodes comptables

(En application de l'Article 27 de la Loi du 1^{er} mars 1984)

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2020-08 modifiant le règlement ANC 2018-6 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Correction d'erreur :

La SEPR a signé en 1980 un contrat d'association avec l'état pour son lycée d'enseignement professionnel.

Ce contrat induit la prise en charge par l'académie des rémunérations des agents de l'état.

Jusqu'en 2023, la SEPR indiquait dans son compte de résultat le montant des charges salariales de ces agents et portait en subvention un montant équivalent. Cela n'avait pas d'incidence sur le résultat de la SEPR mais permettait de mettre en exergue ce que représentait l'importance du contrat d'association avec l'Etat.

Un audit fiscal réalisé en 2024 par la DGFIP nous recommande de : « **Tracer et valoriser le concours de l'État relatif à la rémunération des enseignants à l'annexe des comptes seulement, afin de réserver la comptabilité de la structure aux seules opérations qui lui sont propres.** »

Nous avons pris en compte cette recommandation et les comptes 2024 de la SEPR n'indique plus le concours de l'Etat concernant la rémunération du personnel académique et la subvention associée.

Pour information le montant de la masse salariale 2023 hors charges sociales étaient de 2 989 588 € et celle de l'exercice 2024 s'élève à 3 163 864 €.

Ainsi, pour 2023, le montant de la ligne « concours publics et subventions d'exploitation » aurait été de 2 319 620 € au lieu de 6 804 002 € et de même pour les lignes « salaires et traitement et charges sociales » qui auraient été respectivement de 9 362 763 € au lieu de 12 352 351 € et de 3 947 035 € au lieu de 5 441 829 €.

	ANNEXE	Page 5
Association SEPR		Arrêté au 31.12.24

Comme pour l'exercice précédent la « consolidation » des deux comptabilités de Lyon et Annonay est effectuée de manière à éliminer les opérations réciproques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Construction	30 ans
Matériel outillage	5 ans
Installations générales agencements, aménagements	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et d'informatique, logiciels	3 ans
Mobilier	5 ans

Les immobilisations financées par la taxe d'apprentissage sont amorties dans les conditions exposées ci-dessus, suivant leur dépréciation économique. De plus, la subvention de taxe d'apprentissage inscrite au passif du bilan est rapportée au résultat au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de celle-ci.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Participations et autres titres immobilisés

Ces titres figurent au bilan au prix pour lequel ils ont été acquis ou à leur valeur d'apport. Une provision est éventuellement constituée pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice. La valeur actuelle est déterminée en retenant les critères appropriés à la participation concernée, ceux-ci reposent généralement sur la quote-part dans l'actif net et sur la valeur de rendement.

Fonds propres

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSUMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	7 633 292		405 233		8 038 525
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	405 233		(1 597 284)	405 233	(1 597 284)
Situation nette	8 038 525		(1 192 051)	405 233	6 441 241
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	5 698 651		915 706	1 023 976	5 790 382
Provisions réglementées					
TOTAL	13 937 176		(276 345)	1 429 209	12 231 623

Provision pour engagement en matière de retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite figurent au passif du bilan sous forme de provision pour un montant de 752 597 €.

La SEPR a examiné l'incidence sur l'évaluation de ses engagements sociaux de la nouvelle loi n° 2010-1330 du 3 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites. Après examen des caractéristiques de la population de ses salariés (âge, date d'entrée dans la vie active, profil de carrière...), l'association n'a pas modifié l'âge de départ en retraite en le maintenant à 65 ans.

Les principales hypothèses de calculs se déclinent comme suit :

- Taux d'inflation : 1,50 %
- Taux d'intérêt : 3,19 %
- Augmentation attendue des salaires : 1,50%
- Taux de turnover : 4 %
- Age de départ en retraite (<45 ans) : 65 ans

Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement inscrites au passif du bilan sont rapportées au résultat d'exploitation (reprise sur provisions et amortissement) au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de celles-ci.

Taxe d'apprentissage

La taxe d'apprentissage collectée pour le Lycée de la SEPR en 2024 s'élève à : 267 249 €.
Cette somme a été intégralement affectée comme suit :

- Fonctionnement : 267 249 €
- Investissements : Néant

Achats de matières consommables constatés d'avance (hors tickets repas)

Au 31 décembre 2024, les matières consommables et fournitures inventoriées s'élèvent à 140 333 € et sont comptabilisées en charges constatées d'avance.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires versés au commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2024 pour l'ensemble des missions confiées s'élèvent à : 40 325 € TTC

Organismes de formation continue

Néant

Fonds dédiés

Notre association a isolé en fonds dédiés les fonds reçus et non encore utilisés au 31 décembre 2023. Ils seront repris au fur et à mesure de leur utilisation au cours des exercices suivants conformément à ce que préconise la réglementation.

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Regroupement tranche 1	1 776 534		114 275			1 662 259	
	Regroupement tranche 2	2 088 086		127 291			1 960 795	
	Projet pédagogique CFACIL	350 000					350 000	

Concours publics et subventions :

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Région AURA	Autres (dont OPCO)	Total
Subventions d'exploitation	2 181 218	643 247	30 000	911 930	291 140	4 057 536
Subventions d'investissement	11 626			418 381	485 699	915 706
Total	2 192 844	643 247	30 000	1 330 311	776 839	4 973 242

	ANNEXE	Page 8
Association SEPR		Arrêté au 31.12.24

Produits financiers :

Les produits financiers de l'exercice 2024 s'élèvent à 2 172 256 €. Ils correspondent :

- A la quote-part de résultat des SCI pour : 2 102 873 €
- Aux produits de placements pour : 69 383 €.

Rémunération des plus hauts cadres dirigeants (article 20 de la loi sur le volontariat associatif)

La rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants s'élève à : 222 188 €

Elément Post-clôture

Nous avons été informés début janvier 2025 de l'ouverture d'un contrôle URSSAF.

Immobilisations

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 13/05/25

Devise d'édition €

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	1 021 047		
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 021 047		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	304 808		
Constructions sur sol propre	5 364 576		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	12 261 412		1 127 619
Installations générales, agencements et divers	4 687 156		369 175
Matériel de transport	61 217		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 192 404		615 527
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	40 536		148 269
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	29 912 108		2 260 589
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	12 898		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières (1)	8 437 147		5 149 873
TOTAL immobilisations financières :	8 450 045		5 149 873
TOTAL GÉNÉRAL	39 383 201		7 410 462

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			1 021 047	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			1 021 047	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			304 808	
Constructions sur sol propre			5 364 576	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			13 389 031	
Inst. générales, agencements et divers			5 056 331	
Matériel de transport			61 217	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			7 807 931	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		188 805		
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		188 805	31 983 893	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			12 898	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières (1)	2 561 000		11 026 020	
TOTAL immobilisations financières :	2 561 000		11 038 918	
TOTAL GÉNÉRAL	2 561 000	188 805	44 043 858	

Amortissements

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 13/05/25
 Devise d'édition €

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	1 021 047			1 021 047
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 021 047			1 021 047
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 563 939	196 795		2 760 734
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	9 718 717	902 410		10 621 127
Inst. générales, agencements et divers	3 906 433	160 175		4 066 608
Matériel de transport	61 217			61 217
Mat. de bureau, informatique et mobil.	6 126 255	487 867		6 614 122
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	22 376 561	1 747 247		24 123 808
TOTAL GÉNÉRAL	23 397 608	1 747 247		25 144 855

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	196 795		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	902 410		
Installations générales, agencements et divers	160 175		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	487 867		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 747 247		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 747 247		

Provisions Inscrites au Bilan

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 13/05/25

Devise d'édition €

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour retraites Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	950 441		197 844	752 597
	346 941	84 000	133 373	297 568
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 297 382	84 000	331 217	1 050 165
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	1 870 748	949 472	1 825 381	994 839
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 870 748	949 472	1 825 381	994 839
TOTAL GÉNÉRAL	3 168 131	1 033 472	2 156 599	2 045 004

État des Échéances des Créances et Dettes

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 13/05/25
 Devise d'édition €

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières *	11 026 020	1 246 900	9 779 120
TOTAL de l'actif immobilisé :	11 026 020	1 246 900	9 779 120
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	156 253	156 253	
Autres créances clients	6 798 224	6 798 224	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	459	459	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	1 343 723	1 343 723	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	56 860	56 860	
TOTAL de l'actif circulant :	8 355 519	8 355 519	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	892 167	731 401	160 766

TOTAL GÉNÉRAL	20 273 706	10 333 821	9 939 886
----------------------	-------------------	-------------------	------------------

* Dont SCI SEPR AFPIA Lyon : 3 961 182€ - SCI SEPR Lyon : 2 845 870€ - SCI SEPR Annonay : 4 209 881€

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	2 058 857	495 702	817 793	745 362
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 662 424	4 662 424		
Personnel et comptes rattachés	1 581 020	1 581 020		
Sécurité sociale et autres organismes	1 015 774	1 015 774		
Impôts sur les bénéfices	78 193	78 193		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Fonds dédiés	3 973 054	591 566	926 805	2 454 683
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 221 036	1 221 036		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 659 243	3 199 515	459 728	

TOTAL GÉNÉRAL	18 249 600	12 845 229	2 204 326	3 200 045
----------------------	-------------------	-------------------	------------------	------------------

Produits à Recevoir

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 13/05/25
 Devise d'édition €

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés*	2 163 291
Personnel	
Organismes sociaux	
État Subventions	1 343 723
Divers, produits à recevoir	45 874
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	3 552 888

* Dont 1 619 793€ de facturation des contrats d'apprentissage et 540 176€ de facturation à notre filiale SEPR EF

Charges à Payer

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 13/05/25
Devise d'édition €

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Factures non parvenues	1 606 590
Dettes fiscales et sociales	1 093 967
Personnel et comptes rattachés (1), (2) et (3)	1 581 020
Subventions de fonctionnement et d'investissement perçues d'avance	346 956
Autres dettes (4)	874 080
TOTAL	5 502 612

- (1) Dont provision congés payés : 1 280 449€
- (2) Dont provision CET : 288 858€
- (3) Dont provision intéressement : 0€
- (4) Dont 260 537€ d'avoir à établir pour des contrats d'apprentissage

Charges et Produits Constatés d'Avance

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 13/05/25
 Devise d'édition €

RUBRIQUES	Charges
Charges d'exploitation	892 167
Fournisseurs	751 834
Charges sociales	
Stocks inventoriés au 31 décembre	140 333
Charges financières	
Charges exceptionnelles	

TOTAL	892 167
--------------	----------------

RUBRIQUES	Produits
Produits d'exploitation	3 659 243
Clients, droits d'inscription	3 646 544
Subventions	
Divers	12 699
Produits financiers	
Produits exceptionnels	

TOTAL	3 659 243
--------------	------------------

RUBRIQUES	Produits
Fonds dédiés sur subventions reçues	
Financement regroupement tranche 1	1 662 262
Financement regroupement tranche 2	1 960 793
Financement projet pédagogique CFACIL	350 000

TOTAL	3 973 054
--------------	------------------

Liste des Filiales et Participations

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 13/05/25
Devise d'édition €

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta° resultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
Filiales (Plus de 50% du capital détenu)										
SAS SEPR Entreprises et Formations	10 000	810 608	100	10 000	10 000			1 186 859	304 148	
SCI SEPR-AFPIA LYON	1 000		90	900	900	3 961 182		1 633 860	1 135 524	
SCI SEPR	1 000		99	999	999	2 845 870	600 000	1 253 597	1 000 323	
SCI SEPR Annonay	1 000	(166 847)	99	999	999	4 209 881		732 800	245 324	

VARIATION DES FONDS DEDIES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Regroupement tranche 1 Regroupement tranche 2 Projet pédagogique CFACIL	1 776 534 2 088 086 350 000	114 275 127 291			1 662 259 1 960 795 350 000	
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL		4 214 620	241 566			3 973 054	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	7 633 292		405 233		8 038 525
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	405 233		(1 597 284)	405 233	(1 597 284)
Situation nette	8 038 525		(1 192 051)	405 233	6 441 241
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	5 898 651		915 706	1 023 976	5 790 382
Provisions réglementées					
TOTAL	13 937 176		(276 345)	1 429 209	12 231 623

Crédit-Bail

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 13/05/25
 Devise d'édition €

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine HT :				648 602	648 602
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				315 590	315 590
- dotations de l'exercice				135 067	135 067
TOTAL				197 945	197 945

REDEVANCES PAYÉES TTC :					
- cumuls exercices antérieurs				387 776	387 776
- dotations de l'exercice				146 660	146 660
TOTAL				534 436	534 436

REDEV. RESTANT À PAYER TTC :					
- à un an au plus				158 300	158 300
- à plus d'un an et cinq ans au plus				99 592	99 592
- à plus de cinq ans					
TOTAL				257 892	257 892

VALEUR RÉSIDUELLE TTC :					
- à un an au plus				5	5
- à plus d'un an et cinq ans au plus				6	6
- à plus de cinq ans					
TOTAL				11	11

Mont. pris en charge dans l'exercice TTC				158 024	158 024
--	--	--	--	---------	---------

Rappel : Redevance de crédit bail					158 024
-----------------------------------	--	--	--	--	---------

Engagements Financiers

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 13/05/25
Devise d'édition €

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Autres engagements donnés : - Caution à 100% d'un prêt de 600 000 € souscrit par la SCI SEPR. Ce prêt d'une durée de 15 ans est au taux fixe de 1,56% et est destiné à financer la construction du gymnase de la SEPR. Cet emprunt se termine en mai 2031.	600 000
TOTAL	600 000

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Autres engagements reçus : NEANT	
TOTAL	

Effectif au 31 Décembre

SEPR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 13/05/25
Devise d'édition €

EFFECTIFS	Exercice N	Exercice N-1
Cadres	60	61
Techniciens - Formateurs	191	202
Employés	12	11
TOTAL	263	274

